

Chapitre 5

Moissons sans reconnaissance

« Ils sont toujours en train de se plaindre » pense un quidam ; il fait un signe de tête révélateur en direction des paysans qui se sont rassemblés sur la place du marché hebdomadaire pour protester contre la baisse du prix du lait. Un autre saisit l'occasion pour approuver : « Pourtant personne ne les oblige à être paysans ! »

Deux opinions qui ne sont pas les seules dans ce pays où vivent 7 millions d'experts en agriculture. Et celui qui, dans ces temps difficiles pour l'économie collective, dit ce qu'il pense de l'avarice des paysans, a vite le vent en poupe en direction des tables des bistros.

C'est un fait que les paysans de nos jours se plaignent, et non sans raison. Au vu du reste de la population, la situation de la plupart des paysans est mauvaise. En quelle proportion ils contribuent peut-être eux-mêmes à cette situation, c'est une autre question.

L'agriculture suisse est le domaine économique le plus dorloté du pays. Aucune autre branche économique n'est soutenue depuis si longtemps et si intensément.

En effet, la Confédération a dépensé en 2003 au total plus de 4 milliards pour l'agriculture, dont 2,5 milliards pour le programme des paiements directs. Il y a des primes pour l'utilisation des surfaces du sol, pour les fourrages grossiers au bétail, pour les terrains en pente généraux et particuliers, pour l'exploitation du sol ainsi que pour des contributions biologiques, pour les alpages, pour la production extensive des céréales et du colza, etc.

Une vache suisse reçoit une subvention de 1300 dollars, alors qu'un Africain gagne à peine 500 dollars par année, découvre, étonné, Gregor Kundig, membre de la direction d'économie suisse.

Cependant, malgré tous ces milliards de l'Etat, toujours plus de paysans se comptent parmi les pauvres travailleurs, qui travaillent et pourtant s'appauvrissent. Beaucoup ne peuvent plus économiser pour capitaliser en vue de leur prévoyance pour la vieillesse. Peut-être cela provient-il du fait de la répartition inéquitable des paiements, critiquent des experts en agriculture. Peut-être avec un montant de base pour chaque ferme, réparti selon le rendement réel et les dépenses.

Un paysan suisse gagne en moyenne Frs 27'420.- par année, 13% de moins qu'il y a 3 ans. 4/5^e des exploitations paysannes n'atteignent pas le salaire minimum de Frs 50'000.- par main d'œuvre familiale. 61% des exploitations se sont détériorées et surtout le déséquilibre économique entre la montagne et la plaine a continué de s'accroître. C'est à ce résultat misérable qu'en arrive l'Union suisse des paysans dans son rapport annuel de situation.

Le changement de structure de l'agriculture, recommandé par beaucoup, s'est mis en place depuis longtemps, cependant pas tout à fait volontairement et occasionnellement, ou quelques fois sans contrôles. En 1965, il y avait encore 450'000 personnes qui travaillaient dans l'agriculture occasionnellement ou à plein temps. En 2000, il y en avait à peine encore la moitié. Le nombre de gérants d'exploitations a reculé de 72'296 en 1980 à 49'052 en 2001. Entre 1990 et 2000, 22'000 exploitations agricoles en Suisse ont cessé leur activité.

Il semble que beaucoup des paysans qui restent survivent seulement parce qu'ils ne savent pas qu'ils sont déjà en faillite. Si l'on utilise les règles commerciales du compte d'exploitation, le paysan presque partout meurt. Mais, comme on l'a dit, il ne le sait pas et continue son exploitation. Sa volonté de tenir bon, l'engagement de la famille entière et son indépendance l'y poussent.

« La plupart des paysans n'ont jamais tenu une véritable comptabilité » constate le conseiller indépendant en agriculture Willy Baumann d'Ottenbach, qui fait les comptes pour Biosuisse dans le domaine des œufs et il remarque ce manque aussi chez les paysans BIO. « On n'a pas calculé d'une façon indépendante, mais on a simplement calculé avec les primes BIO. » On aurait, selon Baumann, en principe seulement mis en compte les frais d'aliments les plus élevés pour les poules du Bourgeon. Il appelle cela une calculation au « pifomètre ». Les poulaillers sont là, la grand-mère et le grand-père sont également là et peuvent encore donner un coup de main, et on continue de cette façon. Cette

manière de calculer conduit, et il est facile de se le représenter, selon Baumann, à la constatation que les paysans vivent depuis des années de la substance. Le paysan BIO Leo Lussi, de Sarnen, membre du Comité de l'organisation commerciale paysanne « Paysans BIO Obwald et Nidwald AG » a une formation commerciale professionnelle et il dit « Le paysan oublie de porter en compte les déductions, les intérêts du capital investi. »

Cela ressort clairement du développement des fonds propres des exploitations paysannes. Dans toute la Suisse, pour près de 60% de toutes les fermes, la situation s'est détériorée depuis 1997, année après année. Le capital privé, c'est-à-dire la différence entre le revenu paysan et la consommation privée a diminué de près de Frs 7'500.-. Si le paysan ne renonce pas de lui-même à manger ou s'il biffe d'importantes économies comme son AVS, cela va, de cette façon, à la charge d'investissements nécessaires.

Bien que les paysans aient avec environ 0,8% du PNB, une part très restreinte de l'économie suisse, ils produisent 3/5^e de ce que mangent Mme et M. Suisse.

Bien que beaucoup de gens se plaignent de ce que les denrées alimentaires soient trop chères, le paysan pourtant n'en retire rien. Si l'index des prix à la consommation a augmenté de plus de 20 points depuis 1990, l'index des prix à la production pour les produits agricoles s'est abaissé dans le même temps de la même valeur. La différence entre ces deux valeurs est bientôt de 50% et cela signifie : tandis que le consommateur doit payer davantage pour les produits agricoles qu'en 1990, le paysan en reçoit toujours moins. Cela contredit l'affirmation que si les prix de la matière première diminuaient, les denrées alimentaires seraient moins chères.

« Les paysans n'ont jamais été bien en selle ; ils sont toujours sous la menace des coûts. » déclare Hans Bieri, secrétaire de l'Union suisse de l'industrie et de l'agriculture. « Ils ont toujours dû produire une qualité toujours meilleure à des prix toujours plus bas. » De plus en plus, le paysan est relégué au rang de livreur de matières premières à l'industrie des denrées alimentaires.

Il est rare que quelqu'un s'élevé là-contre et cherche une autre solution comme le paysan BIO de Thurgovie Thomas Ackermann : « Je fais abattre mes vaches, je les reprends pour ma ferme. J'en tire davantage que lorsque je vends des vaches de 2 ans et demi. Si je les donnais au boucher, j'en retirerais 5 fois moins. » Ainsi toute la valeur reste chez le producteur.

Au vu de telles observations, les paysans sont de plus en plus persuadés qu'ils sont exploités par les industries de transformation et les grands distributeurs et qu'ils sont roulés. De là l'idée des agriculteurs que les marges de bénéfices s'accroissent, tandis qu'ils sont de plus en plus écrasés.

Lorsque les producteurs gagnent toujours moins avec la viande de bœuf, entre autres aussi à cause de la deuxième crise de la vache folle, la mauvaise humeur augmente de telle façon qu'elle s'est déchargée à fin 2001 en une protestation. Les engraisseurs de bovins en colère bloquèrent le centre de distribution de Coop et Migros à Fribourg, le centre fribourgeois de Givisier et celui de Marin à Neuchâtel.

La Migros décida une défense d'avant-garde et mis en branle une initiative sans égale jusque là. Tous les intéressés, des producteurs en passant par les transformateurs, jusqu'au commerce de bétail, devraient se mettre à table et débattre leurs coûts et leurs marges. Il devrait enfin y avoir de la transparence au lieu de reproches gonflés et vains. La plate-forme agraire de Suisse était née et un processus de transparence était instauré. Plus de 100 entreprises et organisations de toutes les couches de la chaîne de mise en valeur de la viande, du lait et de la culture des champs, y compris les organisations de consommateurs, des fonctionnaires et des parlementaires s'engagèrent dans cette affaire collective. Seule Coop n'y prit pas part. On doit supposer que dans ce groupe commerçant, on ne voulait pas laisser jeter un coup d'œil dans ses cartes.

Les résultats présentés en avril 2003 révélèrent finalement ce que beaucoup avaient pressenti depuis longtemps et ce que plusieurs avaient clairement exprimé : la production agricole est devenue une affaire d'addition.

Un exemple, le lait : le paysan de plaine produit un litre de lait pour 1,11 franc. Les paiements directs lui donnent 17 centimes ; le consommateur, lui, paie 81 centimes. En fin de compte, le paysan perd 13

centimes. Pour le paysan de montagne, la situation est encore pire dans les régions de montagne 2 et 3. Il produit pour 1,65 franc, reçoit 48 centimes en paiement direct et reçoit finalement 79 centimes par litre. Sa perte est de 38 centimes pour un litre de lait.

De même, l'engraisneur de bétail bovin se trouve dans les chiffres rouges. Le groupe « viande » de la plate-forme agraire a calculé que le paysan reçoit pour 1 kg de viande de taureau 8.35 francs, y compris les paiements directs, mais les frais s'élèvent à 13.54 francs ; il met donc de sa poche 5.19 francs.

« Les producteurs reçoivent des prix qui ne couvrent de loin pas les dépenses pour leurs produits. Dans les circonstances actuelles, une grande partie des exploitations paysannes ne peut que survivre économiquement » affirme Annalisa Meyer de Manor AG, porte-parole du groupe « viande » Focus. « La concurrence des prix est si poussée que les producteurs s'appauvrissent sur le marché » dit Herbert Karch de l'Association des petits et moyens paysans, en commentant le résultat du circuit de transparence.

La situation ne se présente pas mieux pour les pommes de terre qui ont été également l'objet d'examen de la plate-forme agraire. Le producteur éprouve une perte de 1.83 franc par 100 kilos, cette pomme étant abaissée à 50 centimes grâce aux paiements directs. Conclusion : personne ne gagne à travailler la terre.

Pour ces produits frais, non seulement les paysans sont concernés, mais aussi les détaillants et partiellement les industries de transformation.

Tandis que, pour le commerce de détail, la viande remplit le rôle d'amener de la fréquentation, donc d'accueillir le client au magasin, et ensuite la famille achète d'autres produits, le paysan n'a pas cette possibilité. Il est obligé de défendre son revenu par sa production. Lorsque cela ne marche pas, il y a peu d'autres possibilités.

« Lorsque les paysans doivent retirer le maximum des animaux pour pouvoir tourner, il y a quelque chose de pourri dans l'Etat » commente Hans-Ulrich Huber de la Protection Suisse des Animaux PSA lors d'une séance de l'Union des paysans à Thoune.

Le conseiller en agriculture Baumann entrevoit encore un autre problème : « Des scandales alimentaires ont lieu parce qu'il n'y a plus de marge vu les possibilités de gain qui disparaissent ; beaucoup ont recours alors au trucage ».

Martin Ott, membre du comité de Biosuisse, considère que le maintien de l'agriculture court un sérieux danger. « Les gains de production ne doivent pas garantir seulement la survie de celui qui s'occupe de la production des matières premières, mais doit aussi financer la recherche et le développement futur de l'agriculture, ce qui est compréhensible pour tout domaine vital de production. »

La situation est particulièrement dramatique pour les paysans produisant du lait. Le rapport de l'Union suisse des paysans démontre que ces paysans ont les revenus les plus bas, les rendements de capitaux les plus médiocres et l'endettement le plus élevé, puisqu'un tiers de ces exploitations devraient cumuler leurs rentrées d'argent pendant huit ans pour amortir leurs dettes. Au vu de la situation du marché du lait, c'est une tentative désespérée.

L'industrie laitière s'est complètement modifiée depuis la 2^e Guerre mondiale. Indépendamment des exploitations de plaine ou de montagne, la production laitière a une rentabilité absolument insuffisante si l'on considère tous les frais. C'est le résultat bouleversant du groupe laitier Focus de la plate-forme agraire.

« Je me fais vraiment de gros soucis pour l'avenir de la production laitière en Suisse » avoue Samuel Luthi, directeur des producteurs de lait suisses. « Les modifications de structures dans l'industrie laitière sont bientôt le double de celles des autres domaines de l'agriculture. »

Heinz Minder, lui-même paysan BIO pour le lait, secrétaire des paysans BIO suisses, la plus grande association à l'intérieur de Biosuisse, a déjà participé à ces modifications. « Le nombre des élèves dans les écoles d'agriculture a beaucoup diminué. Beaucoup abandonnent l'industrie laitière. Chez les

paysans non BIO, donc les exploitations de production intégrée, cette crise est encore plus aiguë. Je pense que dans les régions limitrophes, la Suisse ne sera plus la même. »

Les « régions limitrophes » ce sont par exemple les montagnes, comme en Valais. Le vétérinaire cantonal de Sion, Joseph Jäger est confronté tous les jours aux problèmes et soucis des paysans.

Il y a déjà eu un assainissement des structures, dit ce vétérinaire officiel de longue date. « Déjà la moitié des vaches et des paysans ont disparu. Peut-être que certains se recycleront à l'avenir dans l'élevage des moutons et la détention des bovins va diminuer. Dans certains endroits, il n'y a plus de vache, par exemple à Saas-Fee. »

Avec le lait, il s'avère clairement que le paysan a très peu de chances de s'en sortir.

« Avant tout, les petites exploitations familiales rencontrent de graves problèmes sous la pression croissante de la libéralisation des marchés laitiers et de la concurrence de produits provenant de pays éloignés avec de grandes structures et des frais de production très bas », résume Kurt Nüesch, directeur remplaçant et gérant du secteur de la production laitière de l'Union suisse des paysans. « Des agriculteurs bien formés s'en sortent au moyen d'alternatives qui consistent en toujours plus de productions laitières, ce qui exige un intense travail ».

Christoph Gazzarin, économiste en agronomie à l'Institut fédéral de recherche pour l'économie agricole et techniques agricoles, explique le problème par un exemple primordial : « Dans le domaine du lait, la Suisse est une île exotique. Le prix du lait dans les pays de l'Union européenne est, ces temps, entre 30 cts et 40 cts plus bas qu'en Suisse. Environ un tiers de notre production de lait est exportée, entre autres sous forme de fromages. Ces exploitations ont été jusqu'ici subventionnées. Si ces subventions tombent à cause des accords bilatéraux, le fromage sera plus cher à l'étranger. Si l'on en vend moins, nous aurons à l'avenir une surproduction. »

La Suisse produit, par exemple, 35'000 tonnes d'Emmental par année. En Suisse, 4'500 tonnes seulement sont consommées. Si les laiteries encaissent à l'avenir seulement le prix du marché à l'étranger, cela pèsera encore davantage sur le prix du lait. Certes, les subventions doivent tomber seulement en 2007 et ensuite les contingents laitiers en 2009, mais les paysans en éprouvent déjà aujourd'hui les conséquences.

La baisse du prix du lait est prévue. L'affaire est claire pour le management de EMMI, le plus grand commerçant de lait en Suisse. La substance de base, le lait, devrait être meilleur marché, sinon on ne pourra réaliser aucun gain pour être concurrentiels sur le marché européen.

Au vu de ces perspectives, Lüthi met en garde : « Même si les marchés ne tiennent pas compte des revenus, il faut relever que les paysans ne sont pas disposés à travailler à n'importe quel prix. Si la production est en grande partie abandonnée, cela n'aide pas la mise en valeur du lait ».

La tendance sera pour beaucoup de faire un retour en arrière. Précisément les paysans à lait doivent se demander de quelle façon ils pourraient augmenter leur rentabilité. Un moyen est de se tourner vers l'affouragement respectueux des animaux : fourrage grossier au lieu de compléments énergétiques. « Si je modifie le fourrage des animaux, j'empêche également un grand nombre de non-sens économiques, dit aussi le vétérinaire de l'Institut de recherche pour l'agriculture biologique, Jorg Spranger (voir le chapitre 6 Facteur de gain : la protection des animaux). »

Si les producteurs de lait suisse doivent subitement entrer en concurrence avec ceux de l'Union européenne (en Allemagne, un producteur de lait au printemps 2004 reçoit comme prix du lait un peu moins de 40 centimes), les frais de production devraient aussi s'abaisser au niveau de ceux de l'Union européenne. Mais on est encore loin de cet ajustement. Les compléments énergétiques que les paysans donnent à leurs vaches laitières sont trois fois plus coûteux en Suisse qu'en Union européenne. Si l'on considère que les frais pour les fourrages représentent 1/5^e des frais totaux de la production de lait, on peut évaluer ce qui peut être économisé, si l'on fait pâturer les vaches.

Sans considérer l'épargne, il doit être permis de poser maintenant la question pourquoi on pourrait attendre du paysan qu'il doive travailler pour un salaire pour lequel un employé de commerce à Bâle ou à Berne, ou une femme de ménage à Zurich ou à Saint-Gall démissionnerait.

Les hauts salaires des uns sont à la charge des autres, entre autres parce qu'en Suisse, en moyenne, on gagne mieux que dans les autres pays d'Europe ; beaucoup de produits que les paysans utilisent sont précisément plus chers. Comment celui qui doit acheter cher peut-il produire bon marché ?

Pour le producteur de lait et fonctionnaire BIO Minder, c'est la quadrature du cercle : « Nous ne pouvons pas avoir des exploitations assez grandes pour concurrencer celles d'Europe. Nous pourrions même livrer des animaux gratuitement, les prix de la viande seraient encore plus élevés que de l'autre côté de la frontière. »

Mais où l'argent reste-t-il donc ?

« La proportion de paysans sur le front de la consommation représente tout au plus un quart » constate Hans-Ulrich Huber et l'éthologue Markus Stauffacher, qui complète : « Beaucoup de revenus restent pendents et n'atterrissent pas chez le paysan. Un boucher, par exemple, prendra plus pour abattre un bovin Kagfreiland que pour abattre un bovin d'une exploitation de production intégrée, bien que le travail soit le même. »

Le chef SVIL Bieri croit même que la Suisse, mesurée au pouvoir d'achat, a la viande la meilleur marché d'Europe. Il rend responsables les grands distributeurs et les commerçants du désastre paysan. « Les distributeurs essaient d'épuiser le pouvoir d'achat, au profit de leur mise en valeur, afin que le pouvoir d'achat échappe aux paysans et reste chez eux. »

En effet, il existe une tendance à augmenter toujours plus la proportion de la chaîne de la mise en valeur. Ainsi les intérêts économiques des paysans et des grands distributeurs sont en contradiction d'une façon presque inconciliable. Chacun veut la plus grande part possible du gâteau, vu qu'il veut travailler d'une façon encore rentable.

De même, Nuesch, vice-directeur SMP, voit dans les distributeurs les principaux responsables. « Aujourd'hui, les grands distributeurs mettent beaucoup trop de moyens pour réaliser leurs temples de consommation et attirer les clients dans leurs magasins. C'est pourquoi ils pratiquent des prix attractifs et très bas pour rester concurrentiels. »

L'économiste de la FAT Gazzarin a observé le marché et a fait la constatation suivante : « Beaucoup d'agriculteurs ont fait l'expérience qu'ils ont été attirés à la production labellisée par les grands distributeurs à cause des prix plus élevés. Les produits conventionnels avaient toujours plus de difficulté à se vendre. Par la forte augmentation de la production labellisée, les prix de ces produits ont aussi été mis sous pression, parce que le label est devenu toujours plus une norme. »

Ainsi s'est estompée la différence entre le prix d'un taureau conventionnel et le prix d'un taureau à label durant les années 2001 à 2003 ; cette différence est passée de 15% autrefois à seulement 5%.

« Pour l'agriculteur, il n'y avait et il n'y a presque pas d'alternative, hormis son adaptation à une production de qualité supérieure comme le BIO », estime Gazzarin.

La commercialisation aux conditions des labels a aussi son prix : un grand nombre de paysans se plaignent d'une bureaucratie galopante. Souvent les prescriptions changent, cogitées dans les centrales des consortiums commerciaux ; elles exigent que le paysan s'y conforme. Celui-ci pense, souvent à tort, que la loi sur la protection des animaux a de nouveau été modifiée ; il invective alors Berne.

Stephan Furrer, qui, avec son employeur QUALINOVA, contrôle les exploitations paysannes de production intégrée et est lui-même paysan à Gunzwil LU, voit un déséquilibre voulu par la nature entre le paysan « partenaire » et le grand distributeur. Le grand distributeur s'informe toujours et surtout du prix et de la quantité, et la qualité devrait toujours être comprise et au même prix. Par exemple, si le poulet est trop lourd, il y a de massives déductions. La norme n'est pas déterminée par le paysan, mais par l'acheteur.

Il en résulte que la calculation des prix des grands distributeurs pour certains produits, est influencée par les paiements directs aux paysans pour la détention respectueuse des animaux et les sorties

régulières : « C'est admis à contrecœur » pense Gazzarin « Dans ce cas, la Confédération, donc le contribuable, subventionnerait les prix. » Les deux grands distributeurs avanceraient comme argument que les paysans encaissent de l'argent supplémentaire par les programmes de détention respectueuse et les sorties régulières.

Fausta Borsani, compétente pour l'éthique et la protection des animaux auprès du grand distributeur Migros : « Nous payons un prix du marché pour un produit qui se distingue des produits importés par de multiples suppléments. Ceux-ci, qui concernent l'environnement et la protection des animaux sont remboursés par la Confédération dans le cadre de sa politique agricole.

Pour seulement deux grands distributeurs, l'affaire est claire : l'acheteur a toujours l'avantage. « Coop et Migros sont une puissance sur le marché qui dicte les prix. Nous en souffrons naturellement aussi » se plaint ce fonctionnaire de l'Union suisse des paysans, Bucher.

Une autre raison pour laquelle le paysan vit ou survit malgré tout se situe dans les activités accessoires privées qui prennent toujours plus d'importance. Elles contribuent à ce que beaucoup de paysans vont travailler à côté de leur ferme et sur le plan suisse rapportent ainsi 1 milliard de francs.

Cependant, à quoi tient que l'agriculteur n'ait pas un pont d'or ? Il semble que cela tienne au sol lui-même, qui est divisé en petites exploitations, qui souffrent d'un fort endettement et du poids des intérêts.

« Déjà dans les conditions actuelles, un paysan sur deux est de trop » écrit par exemple le *Sonntagszeitung* dans un article concernant les délibérations de l'OCM à Cancún au Mexique ; cela a provoqué de violentes protestations. Manfred Bötsch, chef du département de l'agriculture, estime qu'il s'agit d'une « déclaration déplacée ». Les paysans et non quelques gros distributeurs et maraîchers devraient fournir les principales prestations pour assurer l'approvisionnement de la population, selon Bötsch.

Le journal rappelait ce que les agronomes disent depuis longtemps. L'agriculture suisse a une structure trop morcelée.

« Les paysans pensent que les facteurs externes sont responsables de leur misère, à savoir les obligations écologiques. Mais la grandeur de l'exploitation a une influence beaucoup plus importante » analyse un des conducteurs des agronomes suisses et père du principe des paiements directs, le Professeur de l'Ecole polytechnique fédérale Peter Rieder.

« Les petites exploitations sont moins écologiques que les grandes » a compté Rieder. « Le nombre des exploitations est un facteur avec lequel on peut compter ».

Par contre, Hans Bieri fait remarquer : « L'agriculture suisse a une structure plus grande que celle d'Autriche. » « Les raisons économiques ne sont pas les seules, car l'agriculture américaine ne va pas bien non plus. » Les économistes classiques voudraient toujours réduire le problème exclusivement à des questions de prix. « Dans ce domaine, l'économie classique n'a pas raison. L'affirmation que le prix se forme selon l'offre et la demande est « une vue très réduite et abstraite ».

De plus, on aurait démontré, selon Bieri, que les gains auraient continué à s'enfoncer si les paysans avaient augmenté les facteurs de production. « Cela est lié aux frais d'investissement que représentent le haut niveau des prix en Suisse et le cours élevé du franc. »

Comment les paysans suisses peuvent-ils alors s'agrandir ? Le fonctionnaire paysan Bucher dit à ce sujet : « Déjà maintenant les exploitations deviennent plus grandes, mais il y a des limites auxquelles de nouveaux investissements deviennent nécessaires. » Et alors se pose la question : d'où l'argent doit-il venir ?

En outre, pour beaucoup de paysans, il n'est pas si simple d'acquérir davantage de terrain. Cela arrive la plupart du temps seulement lorsqu'un paysan cesse son exploitation. « Il est impossible d'acquérir du terrain », estime une paysanne de Lucerne. « Nous ne pouvons pas en payer le prix. De plus, quelle est la personne qui cède du terrain ? Il y a des paysans qui prospectent le canton. Cela paraît en valoir la peine à cause des primes à la surface. »

L'expert en agriculture Gazzarin est pourtant persuadé : « La plus grande possibilité de faire l'économie des frais consiste à augmenter la quantité de production. Avec 50 à 60 vaches, la limite est atteinte, au-dessus de laquelle cela ne rapporte plus autant. Mais en Suisse, cela ne peut se produire que par des coopératives et des communautés de détention d'animaux. Le potentiel d'économie lors de l'agrandissement de 20 à 50 vaches et de 25% à 30%. »

Mais il est évident que ce n'est pas seulement la grandeur de l'exploitation qui est déterminante pour que les paysans suisses puissent concurrencer les agriculteurs de l'Union européenne. La direction de l'agriculture a comparé les fermes suisses aux domaines de Bavière, en Schleswig-Holstein en Autriche et dans la région de la Vallée du Rhône, qui produisent à meilleure compte. « Les différences importantes des coûts ne sont pas seulement attribuables à la grandeur des exploitations, quand des domaines de semblable grandeur sont comparés les uns aux autres. Ce sont les prix plus élevés, par exemple des fourrages, qui sont responsables essentiellement du surplus des coûts des exploitations suisses. Pour d'autres postes de dépenses, « les engagements plus élevés devraient être déterminants, avant tout le travail, le capital étranger investi, dans l'entretien des bâtiments et des machines. »

Les charges dues à l'environnement et à la protection des animaux contribuent assurément à une élévation des dépenses de production, mais cela ne serait pas déterminant. En effet, les grandes différences avec l'Autriche, qui a également de grandes exigences, ne pourraient s'expliquer.

Il a été officiellement admis, ce que la protection des animaux ne cesse de répéter, que ce n'est pas la protection des animaux qui fait que l'activité paysanne n'est pas rentable. Ce sont plutôt les grands amortissements dans les bâtiments et dans les machines. Ce sont les frais élevés pour les salaires et les fourrages ; ce sont les intérêts de fermages et des dettes, qui sont plus élevés que la moyenne en comparaison absolue avec les pays européens voisins.

Lors de toutes ces plaintes et de toutes ces lamentations, lors de la comparaison des concepts, on ne devrait pas oublier de relever comment ces alternatives se présentent.

Si l'on veut un marché libre et le même droit pour tous, ce n'est pas un léger changement de structure d'une économie en douceur qui pourrait être de quelque utilité. L'alternative « marché mondial » serait pour les paysans suisses la fin probable. Car si seulement la moitié des paysans produisaient le double des grandes exploitations, elles ne pourraient jamais concurrencer les prix réalisés aux USA, au Canada, en Australie ou dans d'autres pays très industrialisés.

Ceux qui rendent responsables de la cherté des denrées alimentaires en Suisse, avant tout les subventions agricoles et la protection du marché devraient aussi considérer que leur suppression ne fonctionnerait et ne serait justifiée que si elle était mondiale. Cependant, actuellement, l'agriculture des USA est une des plus fortement subventionnées au monde. Par exemple, pour le blé, l'arme politique des américains. Et parce qu'elle ne sen dessaisira pas, il est illusoire d'admettre que Washington va changer quelque chose au subventionnement des champs américains. Et cela est aussi valable pour les gigantesques exploitations d'engraissement des bovins et pour des fermes laitières. Une suppression des subventions serait unilatéralement à la charge des paysans suisses.

Et les paysans ne seraient pas les seuls à en souffrir. Les paysans suisses ne vivent pas dans une bulle. Ils ne sont pas des réservataires autonomes. Les paysans suisses font aussi leurs achats à Coop et Migros.

De la paysannerie dépend toute une industrie qui vit d'elle et par elle : production de semences, de fumier et de fourrage, production de machines agricoles, transformations des denrées alimentaires et finalement le commerce pour ne citer que quelques domaines. Les exploitations qui sont en amont de l'agriculture doivent au paysan suisse une mise en valeur brute de 5,8 milliards de francs environ. Si l'on compte les domaines qui sont en aval de l'agriculture, on arrive à une mise en valeur d'environ 31,4 milliards de francs. Autrement dit : pour Frs 1.- mis en valeur par les paysans, d'autres domaines de l'économie en profitent presque dix fois plus.

Si, dans certaines régions de montagne suisses, des fermes cessent leur exploitation à cause de la non rentabilité, le boulanger, le boucher, le mécanicien en machines agricoles et l'école peuvent aussi en souffrir. Il n'y aurait alors plus besoin de garagiste et le vétérinaire aussi serait superflu.

La Suisse ne serait plus la même. Comme l'a proposé le professeur émérite Walter Wittmann, un économiste radical de l'économie de marché, il ne serait d'aucun secours que dans les régions désertées des montagnes, les maîtres de ski se mettent à faucher de l'herbe.

Le consommateur réalisera la gravité du problème seulement lorsqu'il n'y aura plus de « belle campagne », craint Jakob Bärtschi, paysan BIO Expérimenté de l'Emmental et vice-président de la Fondation MUT pour une agriculture paysanne à visage humain, environnementale et respectueuse des animaux.

De même, le professeur EPFZ, Bernard Lehmann, spécialiste de la multifonctionnalité, trouve injuste que l'agriculture ne soit jugée qu'au point de vue de la pure efficacité, vu que les agriculteurs fournissent aussi des prestations pour l'entretien du paysage et des espaces cultivés. Juger uniquement au point de vue économique l'agriculture, au vu du prix du marché mondial, est simpliste. Alors que d'autres branches de l'économie gaspillent la campagne, par exemple par des constructions envahissantes, dit Lehmann, l'agriculture préserve son caractère naturel.

En considérant objectivement la situation, il y a peu de place pour des interprétations. Beaucoup de paysans se trouvent actuellement le dos au mur. Leur capital propre est épuisé ; ils vivent de la substance. L'exploitation ne rend pas assez pour effectuer les investissements nécessaires pour l'entretien. Sans parler des réserves, par exemple, pour les vieux jours.

Dans la recherche des causes de cette transformation des structures toujours plus forte, qu'on a nommée dans les années 80 « la mort des paysans », on aborde le problème que l'on connaît déjà dans d'autres domaines de l'économie. La technologie envahissante et la rationalisation ont rendu les paysans en partie superflus. Plus ils sont entreprenants, moins ils sont nécessaires pour assurer l'alimentation de la population.

Il y a 100 ans, il fallait au paysan 300 heures pour faucher et battre un hectare de céréales. Aujourd'hui, il accomplit ce travail en une heure. Au milieu du XIXe siècle, un agriculteur pouvait nourrir un seul citoyen, en 1950 déjà 10, et actuellement plus de 80. Ces augmentations d'efficacité ont conduit à ce que les frais des denrées alimentaires ont atteint un bas niveau historique. Sommes-nous sur le chemin du pays de Cocagne ?

Mais il apparaît que quelque chose ne joue pas : ce gain de temps devrait assurément contribuer à ce que les paysans travaillent moins. Avec toute cette belle technique, ces magnifiques machines, qu'il a acquises chèrement, il devrait avoir congé la moitié de l'année. Il n'en est rien. Comme avant, il s'échine du matin au soir, jusqu'à 60 heures par semaine, parfois davantage. On le voit s'affairer dans les étables. C'est un train d'enfer.

« Le paysan essaie de stopper la spirale des frais en travaillant davantage. Il est toujours dans la roue du hamster. Il lui est difficile de s'en sortir. L'aide ne peut lui venir que de l'extérieur. Mais au lieu de lui procurer de la sécurité, on le déssécurise. » observe Stephan Furrer.

Chaque semaine, il y a quelque chose de nouveau, constate le paysan dans ce domaine. Très souvent des conseillers, des banquiers et des politiciens lui signalent ce qu'il doit faire et comment. Ces recommandations n'ont souvent qu'une valeur de courte durée. Tout est faux. Il y a quelque chose d'autre de valable, est la réponse possible. Quel paysan a la possibilité et l'argent de tout reprendre à zéro ? Hans-Ulrich Huber fait cette remarque : « Dans les années 90, marché et économie étaient les buts de la politique agricole. Maintenant la page est tournée. Le mot d'ordre de Berne à ce peuple des campagnes se résume à ce principe : augmente ou renonce ! Davantage de surface, davantage d'animaux, davantage de rendement par exploitation, mais à des frais de production plus bas par unité. »

Et c'est peut-être pour cette raison que le conseiller national bernois Rudolph. H. Strahm a été dirigé à déclarer : « Le problème de l'avenir de l'agriculture suisse ne réside-t-il pas chez les paysans mais chez les politiciens agricoles, comme l'expérience nous l'enseigne ? »

Les paysans, non seulement en Suisse, mais aussi en Allemagne, se trouvent devant une grande incertitude à l'égard de temps difficiles. L'angoisse est aussi une partie du problème. Le paysan BIO Jakob Bärtschi voit dans cette insécurité prédominante chez les paysans « le plus grand danger pour l'agriculture ». Cela s'observe en particulier chez les plus jeunes. « Cela pousse les jeunes hors de l'agriculture, et pour l'ancienne génération, il est difficile d'effectuer un nouveau changement. »

Le président des paysans Hansjörg Walter se fait de gros soucis. « Déjà maintenant, nous comptons un tiers de moins de successeurs formés pour reprendre des fermes. »

Le paysan BIO Bärtschi met en garde de tirer de fausses conclusions de cette situation. Les paysans s'agitent aujourd'hui dans un champ de tension entre « angoisse et présomption. » Il donne cette recommandation : « Nous ne devons pas comme paysans en venir à l'idée que nous sommes meilleurs que les autres dans notre société. »

D'un autre côté, les paysans devraient aussi ne pas perdre de vue qu'une bonne partie de leurs préoccupations est d'ordre interne. Ce sont avant tout les résistances internes, liées aux traditions, qui empêchent les paysans d'être ouverts aux nouvelles solutions.

« Une partie des problèmes réside dans le désir de vouloir tout faire à 100% » estime le contrôleur agricole Furrer. « Le paysan BIO a tendance à laisser la nature diriger les choses. L'agriculteur traditionnel veut tout réglementer et a une grande tendance au perfectionnisme. C'est souvent déjà dans l'esprit de la corporation. » L'économiste agrarien Gazzarin voit encore toute une série de possibilités d'économiser : « Par exemple, dans les années 80, on a beaucoup trop construit. Nous sommes des champions dans les frais de bâtiments et de machines. »

Beaucoup de paysans commettent encore beaucoup de fautes au point de vue de l'économie de travail. « Celui qui ne travaille pas toute la journée passe pour un sacré paresseux. » Le travail de bureau, par exemple, ne compte pas pour du travail aux yeux des paysans et la plupart des avantages de ce travail sont ainsi perdus.

Cela vaudrait également pour d'autres formes de managements, comme, par exemple, davantage de mise au pré, selon le système « low input ». On laisse les bêtes sur la prairie se soigner elles-mêmes. Beaucoup de paysans voient dans le low input un retour en arrière. Celui qui pratique ce système est encore considéré comme un demi-paysan. Ceux qui s'y livrent sont précisément des paysans qui ne travaillent pas volontiers physiquement, ont de riches idées et sont prédestinés à produire du travail à moindres frais. Ce paysan est un type « paresseux », dans le sens figuré, et tire automatiquement les plus grandes possibilités d'économiser.

Le paysan BIO Bärtschi donne l'explication suivante : « Le paysan doit encore faire preuve de l'ancienne conception de ne pas se lancer la tête baissée, de l'ancienne ruse du paysan . »

Peter Kyburz, de la Centrale de conseil agricole de Lindau, tient la communauté des détenteurs d'animaux pour un moyen qui a fait ses preuves de maîtriser les prochaines exigences et de réaliser une grande économie des coûts. Quand des exploitations se mettent ensemble, les investissements nécessaires sont répartis sur plusieurs individus ; il en est de même de la charge des travaux. Quand l'affaire est bien menée et que l'ambiance est bonne, tous les adhérents en profitent.

Dans sa pratique journalière Kyburz s'est rendu compte de la résistance dans la paysannerie et même parmi des conseillers agricoles « Le préjugé que *cela ne peut pas bien aller* est déjà très répandu. Et lorsque quelque part il y a un échec, on en parle avec une certaine satisfaction ». Des exemples positifs par contre, regrette Kyburz, on n'en prend pas connaissance. « Les gens ont malheureusement peu de courage. Ils persistent dans un schéma de pensée traditionnel. Pas de place pour de telles choses ! »

D'un autre côté, les exigences pour un travail en commun seraient très élevées. Il pourrait s'agir aussi de quelque chose comme une conception d'exploitation « Beaucoup d'agriculteurs n'y font pas du tout confiance ».

Peut-être est-ce aussi la raison pour laquelle il n'y a jusqu'ici en Suisse que 900 communautés d'exploitation et 350 de communautés de détenteurs d'animaux.

Le vétérinaire cantonal du Valais Jäger ne peut que confirmer cette expérience : « Des communautés de détenteurs d'animaux constituent une utopie dans les montagnes. » « Cela échoue à cause déjà du caractère différent des paysans et de leur manque de flexibilité. » « Il est difficile de travailler avec des paysans ayant un gain accessoire. Ils ont travaillé en fabrique pour payer leurs machines. Ils ne veulent rien avoir à faire avec les autres. »

Beaucoup de paysans ne veulent pas se laisser convaincre. Chacun doit savoir qui est le maître à la ferme. C'est pourquoi ces paysans ne présentent pas un front commun sur les marchés et se font concurrence les uns les autres.

Jäger croit en connaître les causes – du moins en montagne – « Il existe une concurrence individuelle. Chacun veut, par exemple, acquérir pour soi-même les terres qui deviennent libres. Comme les paysans vivent très près les uns des autres, chacun peut jeter un coup d'œil dans les affaires d'un autre ; cela engendre de l'envie. Si l'un reçoit plus de paiements directs ou possède davantage de bêtes, cela provoque de la jalousie. »

De même Leo Lussi, un paysan de plaine, le confirme : « Nous, paysans, nous avons été élevés ainsi depuis 1945. Si l'un d'entre nous entreprend quelque chose, c'est un arriviste et l'on s'en moque ; s'il réussit, on le jalouse. Dans la région d'Obwald et de Nidwald, on dit : celui qui n'éleve pas du bétail et ne traite pas n'est pas un vrai paysan. Si l'un n'a pas toutes les machines, alors il n'est pas un vrai paysan. Avec un tiers de toutes les machines, on pourrait exploiter toute la Suisse. »

Cela a surpris aussi le vétérinaire Jäger : « Dans les montagnes, chacun a son propre tracteur et il veut avoir le meilleur. Tant qu'il y aura du travail dans les fabriques et tant que le tourisme est prospère, je ne crois pas que les gens s'associeront. S'ils sont poussés à toute extrémité, il est possible alors que cela se réalise. C'est seulement lorsqu'il s'agit de survie que l'on se met ensemble. » Telles sont les remarques du vétérinaire Jäger.

Le paysan BIO Minder commente les exemples suivants : « Il y a eu de grandes discussions qui ont duré plus d'une année avec Biosuisse ; tous devaient payer un centime par litre pour soutenir le prix du BIO. Quelques-uns voulaient même recourir au tribunal, et cela pour un prix de base de 87 centimes. Parmi les BIO, la solidarité n'est pas meilleure.

Stephan Furrer compte sur une nouvelle génération de paysans. « Etre paysan n'est pas seulement une profession, c'est aussi un art de vivre. Autrefois le paysan savait qu'un de ses fils reprendrait le domaine et il travaillait dans ce but. Son but était de remettre à son fils un domaine bien gouverné. A l'avenir, le fils prévu reprendra la profession. Je n'ai pas de souci à ce sujet. Je prévois aussi qu'il y aura quelques filles pour reprendre le domaine. Il y aura une nouvelle compréhension de la profession. »

Et cela presse. Sinon les petits domaines n'ont à l'avenir qu'à peine une chance de survie dans les nouvelles conditions, s'ils ne se mettent pas à aborder les exigences avec un esprit novateur.

« Le gâteau ne s'agrandit pas. Quatorze milliards de moyens de la Confédération sont à disposition jusqu'en 2007 ; il y a aussi lutte pour la répartition à l'intérieur du pays. » déclare Heiri Bücher en jetant un regard sur l'avenir. « Des discussions s'élèvent naturellement comme pour la révision de la loi sur la protection des animaux, liée à la peur que de nouveaux frais soient mis à la charge de l'agriculture. »

On voit venir à l'horizon que cette concurrence pour la répartition se terminera vraisemblablement de nouveau au profit des plus forts, donc des plus grands, comme la plupart du temps.

Le président de l'Union suisse des paysans Walter dit : « Avec la nouvelle politique agricole, les paiements directs ont été ciblés sur les prestations écologiques. Lors de la révision de la loi sur l'agriculture, il n'a pas été possible de fixer d'autres priorités. Les paiements directs devraient être davantage orientés sur les prestations économiques que sur les prestations écologiques. » Il ne se

prononce pas sur le fait s'il désire que les forts soient encore plus forts ou s'il veut aider les plus faibles à se tenir debout.

Dans le rapport de situation 2002 de l'Union suisse des paysans, on y lit pourtant : « Grâce aux critères de répartition, les petites exploitations sont soutenues. Cela a une action inhibitrice sur le développement des structures. »

Cela laisse supposer que, à l'avenir, les exploitations économiquement les plus saines devraient recevoir encore davantage d'aide.

L'économiste ETH Rieder trouve que cela n'est pas mauvais : « Nous devons essayer de laisser les structures se transformer. Mais nous ne devons pas exiger des paysans quelque chose qui n'en vaut pas la peine. »

Le spécialiste en animaux de rente de la PSA Huber voit dans le passé toute une série de chances gaspillées : « L'agriculture suisse se serait fortifiée en travaillant écologiquement. Avec une façon de penser BIO conservatrice, on aurait pu embrigader les paysans. Nous étions sur un si bon chemin. Mais maintenant, on ne peut arriver et dire : « Maintenant vous pouvez être encore concurrentiels au niveau du marché mondial. Je peux comprendre les paysans. Ils auraient ainsi progressé, si cette marche en avant avait été positive comme sous Burger, qui a introduit l'écologie dans l'agriculture. Actuellement, nous sommes aussi avancés que dans les années 80. Il y a trois jours, nous avons protesté avec une affiche que nous avons composée il y a dix ans. C'est vraiment frustrant. »

Le paysan qui veut assurer son avenir ne pourra pas éviter de devoir se transformer. Plus que jamais ces mots sont valables : celui qui ne va pas avec son temps passe avec le temps. Il doit apprendre à travailler d'une façon plus efficace et faire des économies sur les coûts. Un élevage correct du bétail l'aidera (voir le chapitre 6 *Un facteur de gain : la protection des animaux*) et il doit plus qu'auparavant réfléchir à une nouvelle prise de conscience de lui-même et à de nouvelles stratégies commerciales, et de plus réfléchir comment il peut produire une haute qualité d'une façon encore plus efficace (voir le chapitre 7 *Les bons exemples*). Ce dont l'agriculture paysanne a besoin pour l'avenir c'est ce que le technicien en marketing de l'Union suisse des paysans nomme *unique selling proposition*.

Les premiers pas peuvent être reconnaissables dans plusieurs domaines : dans d'autres parties du livre, on traite de telles équations et solutions.

Et, bien entendu, quelques compléments pourraient aider le paysan : la compréhension et l'appui des autres.